

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

LP 3 juillet 1995

Le Préfet de la Loire  
Chevalier de la Légion d'Honneur

DIRECTION  
DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES  
ET EUROPÉENNES

BUREAU  
DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU CADRE DE VIE

Poste téléphonique  
intérieur à appeler :

77 48 48 91  
SC/NP

DE LA LOIRE											
ARRIVÉE											
04 JUL 1995											
DR										SAG	
EN										STA	
EP										DS	
EN										GE	

Dossier n° 17.556

VU la loi du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'Environnement,

VU le décret du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée,

VU la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,

VU la demande présentée par le Syndicat Intercommunal du Montbrisonnais pour l'Environnement, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter à SAVIGNEUX, lieu dit "Brioude", une déchetterie, une unité de transit de déchets industriels banals et une installation de compostage,

VU les plans et autres documents annexés à cette demande,

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, en application de l'article 5 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée et conformément aux dispositions des articles 6, 6 bis et 7 du décret du 21 septembre 1977,

VU les avis émis par :

- M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspecteur des installations classées dans son rapport de présentation au Conseil départemental d'Hygiène du 4 mai 1995,

- M. le Directeur départemental de l'Équipement, le 27 septembre 1994,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
Liberté Égalité Fraternité

- M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le 24 octobre 1994,
- M. le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours, le 27 octobre 1994,
- M. le Directeur départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le 19 septembre 1994,
- M. le Directeur régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, le 7 octobre 1994,
- le Syndicat Mixte d'Irrigation et de Mise en Valeur du Forez, le 15 septembre 1994,
- le conseil municipal de Montbrison, au cours de sa délibération du 24 octobre 1994,
- le conseil municipal de Précieux, au cours de sa délibération du 30 septembre 1994,
- M. le Sous-Préfet de Montbrison, le 12 décembre 1994,
- le commissaire-enquêteur,
- le Conseil départemental d'Hygiène, au cours de sa séance du 4 avril 1995,

CONSIDERANT que cette installation est soumise à autorisation et qu'il convient de lui imposer des prescriptions particulières,

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1er : INSTALLATION AUTORISEE**

1.1. - M. le Président du Syndicat Intercommunal du Montbrisonnais pour l'Environnement est autorisé, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exercer les activités classées précisées à l'alinéa 1.2. sur les parcelles 134 et 154 au lieu dit "Brioude" sur la commune de SAVIGNEUX.

.../...

1.2. - L'établissement, objet de la présente autorisation, est une installation relevant des activités visées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, comme suit :

n° NOMENCLATURE	CLASSEMENT	NATURE DE L'ACTIVITE
268 bis	A	Déchetterie pour matériaux objets ou produits triés par le public
2170 D	D	Fabrication des engrais et supports de culture à partir de matières organiques à l'exclusion des champignonnières
322 B 3	A	Compostage
167 A	A	Station de transit de D.I.B.

## ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1 - La plate-forme est implantée, réalisée et exploitée conformément aux données et plans joints à la demande d'autorisation en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux prescriptions ci-dessous.

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier initiale, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation.

Le respect des prescriptions ci-dessous, ne fait pas obstacle aux prescriptions particulières applicables à certaines matières dangereuses fixées par le code du travail.

2.2 - Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

2.3 - Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant doit en informer le Préfet un mois au moins avant la date prévue de cessation. Il est joint à la notification, conformément aux dispositions de l'article 34.1 du décret 77.1133 modifié, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

2.4 - Les dispositions du décret n° 93.1410 du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets prévues à l'article 3.1 de la loi du 15 juillet 1975 sont applicables.

### ARTICLE 3 : CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

-L'établissement, objet de la présente autorisation est une plate-forme multiservices comprenant :

- 1) Une déchetterie d'une superficie de 4 000 m<sup>2</sup> comprenant 6 bennes de transfert et une benne avec compacteur des containers spécifiques pour les huiles, les piles, les batteries, les médicaments et déchets divers.
- 2) Une station de transit de déchets industriels banals (D.I.B.). Cette station est intégrée dans la déchetterie.
- 3) Une installation de compostage d'une superficie de 1 500 m<sup>2</sup>.

### ARTICLE 4 : CAPACITE DE L'ETABLISSEMENT

L'établissement peut accueillir annuellement :

#### 4.1 - Sur la déchetterie :

- papiers-cartons : 70 tonnes, soit 450 m<sup>3</sup>,
- métaux : 110 tonnes, soit 815 m<sup>3</sup>,
- verre : 60 tonnes,
- huiles moteur : 3,3 m<sup>3</sup>,
- tout venant : 360 tonnes, soit 2 250 m<sup>3</sup>,
- gravats : 450 tonnes
- Déchets Toxiques des Ménages (D.T.M.).

#### 4.2 - Sur la station de transit de D.I.B., 30 000 m<sup>3</sup> non compacté.

#### 4.3 - Sur l'installation de compostage, 2 000 m<sup>3</sup> de déchets verts.

## ARTICLE 5 : DECHETS ADMIS SUR LE SITE

Les déchets qui seront admis sur le site sont ceux énumérés limitativement dans la liste suivante :

### 5.1 - Sur la déchetterie :

- papiers, cartons,
- ferraille et métaux non ferreux,
- verre,
- huiles moteurs usagées,
- pneus des véhicules légers,
- déchets encombrants (appareils électro-ménagers),
- bois et déchets de jardin,
- gravats, terres et matériaux de démolition ou de bricolage,
- piles,
- médicaments,
- batteries,
- les déchets toxiques de ménage (peinture, solvants, etc...),
- les plastiques.

### Sur le site de transfert :

- les déchets industriels banals provenant d'installations classées ou non : papiers, cartons, plastique, bois, fer.

### 5.2 - Sur la plate-forme des déchets verts :

- les résidus provenant de tontes de pelouses, de taille de haies et d'arbustes, de feuilles mortes, d'élagage et d'entretien de massifs,
- les déchets de jardin des particuliers qu'ils proviennent directement de ceux-ci ou qu'ils proviennent d'une déchetterie.

## ARTICLE 6 : AMENAGEMENTS

### 6.1. - Aménagements généraux

#### *Clôture*

La PLATE FORME doit être entourée d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 2 mètres empêchant l'accès au site. Un portail fermé à clef interdira l'accès du site en dehors des heures d'ouvertures.

La clôture doit être doublée d'une haie vive ou d'un rideau d'arbres à feuilles persistantes, sur les côtés sud et ouest.

## **6.2. - Voies intérieures**

*6.2.1. - Des voies de circulation doivent être aménagées à partir de l'entrée jusqu'aux postes de réception ou d'enlèvement. Elles sont étudiées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler. Elles sont constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraînant pas l'envol des poussières.*

*Les accès au site doivent pouvoir faire l'objet d'un contrôle visuel permanent.*

*Un panneau placé à proximité de l'entrée du site indique les différentes installations et le plan de circulation à l'intérieur de l'établissement.*

L'établissement dispose d'une aire d'attente pour deux camions de façon à prévenir le stationnement de véhicules en attente sur les voies publiques.

**6.2.2 -** Les aires de réception des déchets et les aires de stockage de produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées.

Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.

**6.2.3 -** Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles. Les eaux recueillies sont traitées conformément à l'article 7.4.

Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.

## **6.3 - Voies extérieures**

L'activité de la plate-forme ne devra pas nuire à la propreté de la voirie extérieure. L'exploitant prendra notamment à cet effet toutes dispositions (filets, bâches, bennes étanches, ...) pour assurer une protection efficace contre l'envol des éléments légers des véhicules accédant au site.

## **6.4 - Signalisation - Heures d'ouverture**

Un panneau de signalisation en matériau résistant, placé à proximité de l'issue, indiquera le nom de la plate-forme, la date et le numéro du présent arrêté. Le nom, la raison sociale et l'adresse de l'exploitant et les heures d'ouverture de la décharge, soit:

- de 8h à 12h et de 13h30 à 17h du Lundi au Vendredi,
- de 10h à 12h et de 13h30 à 19h le Samedi.

Le site sera rendu inaccessible en dehors de ces heures d'ouverture.

## ARTICLE 7 : PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

7.1 - Sont interdits, tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz toxiques ou inflammables.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour. Les prélèvements sur le réseau d'eau incendie sont interdits.

7.2 - Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau.

7.3 - Les eaux sanitaires et pluviales collectées sur les zones étanches, après passage dans un débourbeur-déshuileur, seront relevées sur le réseau d'assainissement de la commune de SAVIGNEUX (après autorisation de rejet conformément à l'article L 35.8 du Code de la Santé) et traitées à la station d'épuration du S.I.M.E.

Seules les eaux de la plate-forme de compostage seront retenues dans une fosse étanche pour servir à l'arrosage des Andins.

7.4 - Sans préjudice des conventions de déversement (article L 35.8 du Code de la Santé Publique), les rejets d'eaux résiduelles doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution les valeurs limites suivantes :

- pH : 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation chimique)
- température : < 30°C
- matières en suspension (NFT 90-105) : 600 mg/l
- DCO (sur effluent brut) (NFT 90-101) : 2 000 mg/l
- DBO5 (sur effluent brut) (NFT 90-103) : 800 mg/l
- Hydrocarbures (NFT 90-114) : 10 mg/l.

## ARTICLE 8 : BRUIT ET VIBRATIONS

8.1 - L'installation doit être implantée, construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

On considère qu'il y a nuisance si les bruits émis par l'installation sont à l'origine, pour les niveaux supérieurs à 35 db(A) incluant le bruit de l'installation, d'une émergence supérieure à :

. 5 db(A) pour la période allant de 7h à 21h sauf dimanche et jours fériés,

. 3 db(A) pour la période allant de 21h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit constatés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt.

Les mesures sont effectuées en limite de propriété. Si un plaignant habite ou travaille dans le même immeuble que l'établissement ou dans un immeuble contigu, la mesure est également faite dans le local où il ressent la gêne.

Les mesures sont effectuées conformément à l'arrêté du 20 août 1985 *modifié le 1er mars 1993 (copie ci-jointe)*

8.2 - Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation doivent respecter la réglementation en vigueur (notamment les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

8.3 - Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86.23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables. *(copie ci-jointe)*

## ARTICLE 9 : ODEURS

Tout dégagement d'odeurs doit être combattu par des moyens efficaces.

.../...



## ARTICLE 10 : LUTTE CONTRE LES RONGEURS

L'établissement sera mis en état de dératisation en permanence.

## ARTICLE 11 : PREVENTION INCENDIE

Tout brûlage est interdit. La déchetterie est équipée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, et notamment :

- un poteau incendie implanté à une distance inférieure à 200 mètres des installations et ayant un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/heure,
- un extincteur à eau pulvérisée de 15 litres,
- deux extincteurs à poudre de 5 kg,
- deux extincteurs à CO<sub>2</sub> de 8 kg.

L'interdiction de fumer près des stocks de matériaux, objets ou produits inflammables (huiles usagées, plastiques, pneumatiques, etc...) est clairement affichée. Les consignes d'incendie sont affichées en permanence et de façon apparente.

Les services de secours et d'intervention les plus proches recevront toutes les informations nécessaires pour une éventuelle intervention (accès, nature des déchets,...).

## ARTICLE 12 : CONTROLE

12.1 - Un gardien sera présent en permanence sur le site pendant les heures d'ouverture.

12.2 - L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation,
- les plans tenus à jour de l'ensemble des installations et de chaque équipement annexe,
- le ou les arrêtés préfectoraux d'autorisation,
- les résultats des mesures de contrôle des rapports de visites réglementaires,

.../...

- les justificatifs d'élimination des déchets :

\* la nature, la destination et la date d'enlèvement des matériaux, objets ou produits évacués sont consignés dans un registre tenu par l'exploitant.

Ces documents devront être à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et conservés pendant 5 ans.

- Les factures des produits raticides ou contrats passés avec une entreprise spécifique seront tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant 1 an.

L'Inspection des Installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveau sonore ou de vibrations.

Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 13 : FIN D'EXPLOITATION**

Le démantèlement doit faire l'objet de prescriptions spécifiques portant notamment sur l'évacuation des déchets et produits dangereux et sur les contrôles des pollutions éventuelles du sol ou de l'eau souterraine.

Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées. Elles sont si possible enlevées, sinon elles doivent être neutralisées par remplissage avec un matériau solide inerte (sable, béton maigre).

### **ARTICLE 14 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES A LA DECHETTERIE**

Une déchetterie est un centre ouvert aux particuliers pour le dépôt sélectif de déchets dont ils ne peuvent se débarrasser de manière satisfaisante par la collecte normale des ordures ménagères du fait de leur encombrement, de leur quantité ou de leur nature.

Après un stockage transitoire, ces déchets sont soit valorisés dans des filières adaptées, soit éliminés dans des installations autorisées à les recevoir.

#### **14.1 - Aménagements**

La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

La voirie et les aires de dépôts sont maintenus propres en permanence.

La reprise et l'évacuation des matériaux, objets et produits sont effectuées selon des modalités étudiées pour éviter tout risque d'accident pour les usagers ou le personnel dans l'enceinte de la déchetterie. En particulier, sont mis en place soit un plan de circulation, soit des horaires d'accès, permettant de séparer les opérations d'enlèvement des opérations d'apports par les particuliers.

Toutes dispositions appropriées sont prises pour éviter l'envol ou le déversement des matériaux, objets ou produits hors des casiers ou conteneurs.

Les casiers ou conteneurs doivent être conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.

#### **14.2 - Prescriptions d'exploitation**

Les heures et jours d'ouverture ainsi que la liste des matériaux, objets ou produits acceptés sont affichés à l'entrée de la déchetterie.

Un dispositif permanent d'affichage et de signalisation informe le public sur les modalités de circulation et de dépôt.

Les matériaux, objets ou produits doivent être déposés directement par le public et de façon sélective dans autant de casiers ou de conteneurs spécifiques à chaque catégorie.

Ils ne doivent en aucun cas être stockés à même le sol.

Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance.

Les matériaux, objets ou produits doivent être périodiquement évacués vers les installations de traitement ou de valorisation, adaptées et autorisées à les recevoir, et précisées dans le dossier.

Toute opération de récupération dans l'enceinte de la déchetterie se fait sous la responsabilité exclusive de l'exploitant.

Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des conteneurs et casiers est réalisé périodiquement par l'exploitant.

Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur des stocks de matériaux.

#### **14.3 - Prescriptions particulières aux papiers et cartons, textiles et déchets de jardin**

Si les papiers, cartons et textiles ne sont pas stockés à l'abri de la pluie, ils doivent être évacués au moins une fois par mois.

#### **14.4 - Prescriptions particulières aux huiles moteurs usagées**

Les huiles usagées sont recueillies et stockées dans des conditions satisfaisantes de séparation à l'égard de tout autre produit liquide.

Les récipients de stockage des huiles usagées doivent être étanches et fractionnés en unités élémentaires de 1 500 litres maximum. Les récipients de stockage doivent être stabilisés par leur propre poids ou par une fixation au sol rendant leur renversement impossible. A défaut, une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes, est mise en place :

- 100% de la capacité du plus grand récipient,
- 50% de la capacité globale des récipients associés.

Les récipients ayant servi à l'apport par le public, ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage, ni avant ni après le déversement des huiles usagées dans les récipients de stockage.

Des dispositifs adaptés aux récipients de stockage sont mis en place pour indiquer en permanence aux usagers le taux de remplissage afin d'éviter les débordements.

Lors de l'enlèvement des huiles, toutes les dispositions sont prises pour éviter les écoulements d'huiles notamment en cas de transvasement de récipient.

L'entraînement d'huiles usagées dû à un lessivage des installations par les eaux de pluies doit être évité par tout moyen approprié.

Une information, notamment par affichage, attirera l'attention du public sur les risques et sur l'interdiction formelle de tout mélange avec d'autres huiles.

#### **14.5 - Prescriptions particulières aux piles et batteries**

Les piles et batteries ne peuvent être acceptées par la déchetterie que si toutes les conditions de sécurité et de gardiennage sont remplies pour leur stockage.

Les piles et batteries doivent être recueillies et stockées dans des conditions qui les rendent ensuite inaccessibles au public.

Le stockage des batteries est effectué dans un local fermé et aéré avec un sol assurant une bonne étanchéité. Les batteries sont entreposées de façon à éviter l'écoulement des liquides qu'elles contiennent. Le stockage en vrac est interdit.

L'évacuation des piles et batteries est effectuée périodiquement vers une installation dûment autorisée à les recevoir et à les traiter, notamment en ce qui concerne les acides.

Une comptabilité des quantités évacuées est tenue à jour par l'exploitant.

#### **14.6 - Prescriptions particulières aux médicaments**

Les médicaments sont réceptionnés dans un local fermé, dans des conditions qui les rendent ensuite inaccessibles au public.

Une personne, affectée à la déchetterie, est chargée d'assurer un stockage correct qui évite les ruptures d'emballages, les bris de flacons et les mélanges de produits. L'évacuation des médicaments est effectuée sous la responsabilité de l'exploitant qui doit veiller en particulier au contrôle rigoureux des opérations d'enlèvement afin que les médicaments ne soient pas détournés de leur destination prévue et indiquée dans la déclaration.

#### **14.7 - Accident**

Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel qu'une rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels (rivières, lacs, etc...).

#### **14.8 - Installations électriques**

L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### **ARTICLE 15 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES A L'AIRE DE COMPOSTAGE**

La capacité de production journalière d'engrais et support de culture à partir de matières organiques issues exclusivement de tontes de gazon, feuilles, déchets d'élague, résidus verts des jardins, déchets de maraîchage sera inférieure à 10 tonnes par jour.

L'aire de dépôt des déchets organiques sera aménagée en plate-forme d'une surface de 1 500 m<sup>2</sup> étanchée par enrobé bitumeux lisse.

Une pente d'au moins 1% sera donnée à cette plate-forme pour permettre l'écoulement des jus de fermentation et des eaux de pluie jusqu'à un caniveau installé sur toute la largeur du côté bas de la plate-forme.

Les effluents recueillis seront ensuite dirigés dans une fosse étanche de volume suffisant et au moins égal à 6 m<sup>3</sup> pour les récupérer sans risque de débordement ou d'écoulement autre que dans le réseau de collecte des eaux usées auquel la fosse sera raccordée au niveau du trop plein.

Les jus ainsi collectés devront obligatoirement être réutilisés pour l'arrosage régulier des andains après retournement.

Les produits végétaux seront broyés, entassés en andains d'une hauteur limitée à 3.50 mètres dont le retournement sera réalisé chaque fois que le contrôle permettra d'observer une stabilisation de la température.

L'amendement organique sera obtenu par fermentation aérobie sur plusieurs mois nécessitant un suivi régulier de la teneur en eau, de la température et du degré de maturation.

Les déchets à forte teneur en eau tels que déchets de maraîchage seront incorporés dès leur arrivée à un tas de compost en maturation.

Toutes dispositions seront prises pour éviter la fermentation anaérobie des déchets ainsi que la diffusion d'odeurs dans l'environnement.

L'amendement organique obtenu sera stocké dans des conditions ne présentant pas de risques de nuisances ou de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs...) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Des mesures seront prises si nécessaire pour éviter la pullulation des insectes et des rongeurs.

Au cours des manipulations et transports, toutes précautions devront être prises pour que ni les déchets verts, ni l'amendement organique, obtenus après compostage ne soient répandus hors de la plate-forme imperméable et ne risquent de générer des nuisances et de polluer le cours d'eau "Le Moingt" situé à proximité immédiate.

De même, les outils, matériels et véhicules utilisés dans ces opérations seront soigneusement lavés et au besoin désinfectés après emploi de façon à éviter toute diffusion d'odeurs incommodes pour le voisinage.

Tout projet de modification des installations, des volumes traités ou des process de fabrication du compost, devra avant réalisation faire l'objet d'une déclaration.

## ARTICLE 16 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES A LA STATION DE TRANSIT DE DECHETS INDUSTRIELS BANALS

### 16.1 - Implantation

Les installations et dépôts doivent être implantés à une distance d'au moins 10 mètres des immeubles habités ou occupés par des tiers.

Dans le cas où des déchets fermentescibles peuvent être réceptionnés, la distance devra être augmentée en fonction des conclusions de l'étude d'impact.

Les installations doivent être conçues de manière à permettre, en cas de sinistre, l'intervention des engins de secours sous au moins deux angles différents.

Les aires de circulation doivent être conçues pour permettre un accès facile des engins des services d'incendie.

## 16.2 - Aménagement

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilée : l'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal, soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20% de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

L'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées pour la protection de l'environnement est applicable.  
(copie ci-jointe)

Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions doit être effectué par un pont bascule agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique.

## 16.3 - Exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant. L'ensemble du personnel intervenant sur le site doit avoir reçu une formation sur la nature des déchets triés dans l'établissement.

Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment les voies de circulation pour éviter les amas de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières et présenter les garanties correspondantes. Les éléments légers qui se seront dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés.

Les voies de circulation doivent être dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

Avant réception d'un déchet, un accord commercial devra préalablement définir le type de déchets livrés.

Les bennes de déchets réceptionnées sur le site sont triées dès leur arrivée. Les matériaux sont traités par filière dans la continuité de l'opération, c'est à dire sans stockage intermédiaire, dans les conditions normales d'exploitation.

Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, l'heure, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets et l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule et des observations s'il y a lieu. Il est systématiquement établi un bordereau de réception.

Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination, la nature et la quantité du chargement et l'identité du transporteur.

Les registres où sont mentionnées ces données sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, et l'information de l'inspection des installations classées.

Les matériels et engins de manutention, les matériels et équipements électriques et les moyens de lutte contre l'incendie sont entretenus selon les instructions du constructeur et contrôlés conformément aux règlements en vigueur. Ils sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Les rapports de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 16.4 - Prévention des risques

Sauf le cas échéant, dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des ateliers et dépôts, il est interdit :

- de fumer,
- d'apporter des feux nus,
- de manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement clos.



Les stockages sont effectués de manière à ce que toutes les voies et issues soient largement dégagées. Les matériels non utilisés sont regroupés hors des allées de circulation.

Le stationnement des véhicules devant les issues ou sur les voies de circulation n'est autorisé que pendant le temps des opérations de chargement et déchargement.

Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque,
- les mesures à prendre en cas de défaillance sur un système de traitement et d'épuration,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues à l'article 7.4,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc....,
- les procédures d'arrêt d'urgence (électricité, réseaux de fluides),
- les procédures d'urgence en cas de réception de déchets non admissibles.

L'exploitant doit constituer et former une équipe de première intervention qui est opérationnelle en permanence pendant les heures d'ouverture de l'exploitation.

#### 16.5 - Prévention de la pollution de l'air

Le brûlage à l'air libre est interdit.

L'incinération de déchets ne peut être réalisée que dans une installation spécifiquement autorisée.

#### 16.6. - Déchets

Les déchets non recyclables résultant du tri doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés 5 ans.

A l'issue du tri, les produits recyclables doivent être traités dans des installations autorisées ou déclarées à cet effet, ce que l'exploitant doit être en mesure de justifier.

ARTICLE 17 : L'arrêté d'autorisation cesse de produire ses effets si l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de 3 ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives.

Passé ce délai, la présente autorisation sera considérée comme nulle et non avenue, en aucun cas l'installation ne pourra fonctionner avant qu'aient été prises toutes les mesures imposées par le présent arrêté.

ARTICLE 18 : Si l'installation autorisée change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant, devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 19 : Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation.

ARTICLE 20 : Le bénéficiaire se conformera aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

En outre, l'Administration se réserve le droit de prescrire en tout temps toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions énoncées au présent arrêté qui seraient reconnues nécessaires au maintien des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 21 : Les droits des tiers sont formellement réservés.

ARTICLE 22 : La présente autorisation est uniquement accordée par application des règlements sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En conséquence, elle n'a pas pour effet de dispenser le bénéficiaire des obligations ou formalités qui lui seraient imposées par d'autres lois ou règlements, notamment celles relatives au permis de construire.

ARTICLE 23 : Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

.../...

ARTICLE 24 : M. le Sous-Préfet de Montbrison, M. le Maire de Savigneux et M. le Directeur régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité. Un avis sera inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

Fait à St-Etienne, le

**- 3 JUIL. 1995**

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Emmanuel KARLIN

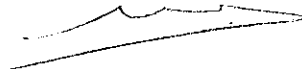
Ampliation adressée à :

- M. Charles BOUNIARD  
Président du SIME  
Hôtel de Ville  
42605 MONTBRISON
- MM. les Maires de
  - . MONTBRISON
  - . SAVIGNEUX
  - . PRECIEUX
- M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Inspecteur des installations classées,
- M. le Directeur départemental de l'Equipement,
- M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, /
- M. le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours,

.../...

- M. le Directeur départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- M. le Directeur régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement,
- M. le Président du Syndicat Mixte d'Irrigation et de Mise en Valeur du Forez - BP 181 - 42604 MONTBRISON CEDEX,
- M. F. FERRET  
commissaire-enquêteur  
3 rue Pasteur  
42600 MONTBRISON
- Archives,
- Chrono.

Pour le Préfet,  
et par délégation  
l'Attaché de Préfecture  
Chef de Bureau



Marie-Claude CHARRAS